



Extrait du site d'Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/article619.html>

Le Monde n'est pas palestinien

- L'information - International - Loin du proche et du moyen-Orient - 2002 : Guerre contre les territoires palestiniens -

Où l'on apprend que pour Jean-Marie Colombani, Ariel Sharon est la créature de Yasser Arafat et que pour certains journalistes du "Monde", la vérité mérite un peu de respect.

Date de parution : avril 2002



Date de mise en ligne : avril 2002

Pour Jean-Marie Colombani, si « nous sommes tous américains », il est impossible que nous soyons « tous palestiniens ». Notamment parce qu' Ariel Sharon serait la créature de Yasser Arafat (et les Palestiniens les principaux responsables de leur sort ...). Une telle agression contre la vérité valut à Jean-Marie Colombani de devenir à son tour la victime d'une agression (implicite ...) : une sorte de légitime défense de certains journalistes du *Monde*. Telle est du moins la leçon (tendancieuse ...) que l'on peut retenir de deux articles que nous avons extraits de notre série « Le Monde en Brèves » [\[1\]](#).

Jean-Marie Colombani agresse la vérité

Dans le numéro du *Monde*, où sous le titre « Une sélection du "New York Times" », *Le Monde* annonce à ses lecteurs l'excellente nouvelle de la publication d'un supplément en anglais du quotidien de référence américain, (*Le Monde* daté du 3 avril 2002), Jean-Marie Colombani, décidément très en verve, rédige un long éditorial, dont le titre même minimise la gravité de la situation en Palestine : "Incendie".

Et c'est pour nous apprendre d'abord, engageant ainsi le journal qu'il dirige, que :

« (...) toute sortie de cette lutte suicidaire de l'un contre l'autre devra obéir à des principes pour nous fondamentaux : il faut deux États, Israël et Palestine, dont la coexistence et les frontières doivent être garanties ; tout processus de paix devra repartir des acquis d'Oslo et de Camp David ; le droit international, sans cesse proclamé, devra être enfin appliqué. » Autrement dit, une fois le conflit résolu, « "e droit international (...) devra être enfin appliqué ». Inversion des principes, indubitablement « fondamentale »

Pourtant la suite est encore plus brillante :

« Mais avant d'émettre le jugement que tout le monde, en Europe, a sur les lèvres, et que beaucoup de responsables mondiaux, en demandant à l'ONU le retrait d'Israël de Ramallah, ont déjà prononcé, gardons-nous d'oublier que Sharon est, et reste, le choix d'Arafat. »

Soutenir que l'existence du gouvernement Sharon et la politique qu'il mène soient une pure conséquence de la politique d'Arafat serait déjà une thèse inacceptable. Mais que dire de celle qui affirme qu'Arafat a « choisi » Sharon ?

On ne se souvient pas que Jean-Marie Colombani aie poussé l'outrecuidance éditoriale jusqu'à écrire que les attentats de l'UCK, en 1998-1999, étaient la preuve que cette organisation avait « choisi » Slobodan Milosevic ...

Quoi qu'il en soit, on pourrait attendre d'un journaliste qu'il étaye son interprétation sur des faits, comme la direction du *Monde* ne cesse de l'enseigner à la terre entière. Qu'on en juge :

« Yasser Arafat en effet, en septembre 2000, a choisi de refuser la paix qui lui était proposée par la gauche israélienne et garantie par le président Clinton ; il a alors refusé de s'engager sur une voie qui dessinait deux États, deux et non une confédération ou tout autre forme susceptible d'absorber Israël. »

De telles assertions reposent sur des dissimulations et des mensonges : ces deux plaies du journalisme.

- Jean-Marie Colombani dissimule les témoignages, pourtant publiés par *Le Monde*, de membres de l'administration Clinton qui contestent que l'échec des ultimes négociations entre Barak et Arafat soit dû à un refus palestinien.

- Jean-Marie Colombani ment : Arafat n'a pas refusé l'existence de deux États

A ne pas distinguer les faits et les commentaires, Colombani administre à toute la rédaction du *Monde* la leçon de déontologie que sans doute elle attendait [2].

Le Monde agresse Jean-Marie Colombani

Dans un dossier « équilibré » (ce qui ne veut pas dire « indiscutable »), *Le Monde* du 16 avril 2002, sous la signature de Mouna Naïm, rappelle le développement des ultimes négociations entre Palestiniens et Israéliens sous le règne de Clinton :

« M. Barak avait une idée en tête, conclure le plus rapidement possible et parvenir à un accord sur la fin du conflit, alors que les engagements pris en vertu des accords intérimaires n'avaient pas encore été remplis. Bill Clinton était sur la même longueur d'onde, qui voulait terminer en apothéose son second mandat, venant à échéance quelques mois plus tard. Les mises en garde palestiniennes avertissant que les choses n'étaient pas mûres pour une rencontre conclusive n'ont pas été prises en considération. Le sommet a été convoqué par M. Clinton pour le 11 juillet. Alors même que les deux parties n'avaient encore jamais sérieusement débattu des questions les plus difficiles inscrites à l'ordre du jour des pourparlers sur le statut définitif des territoires, qu'il s'agisse de Jérusalem-Est, des réfugiés, de la colonisation, MM. Clinton et Barak pensent pouvoir boucler le dossier lors d'une négociation-marathon à huis clos de quelques jours. Les " paramètres " proposés par M. Clinton aux deux parties étaient un tout à prendre ou à laisser.

Le sommet n'a donné aucun résultat. Israël affirme qu'il a " offert " aux Palestiniens un pont d'or qu'ils ont rejeté. Cette version a été aussitôt contestée par les Palestiniens dont l'un des négociateurs, Akram Haniyé, a publié un procès-verbal de la rencontre.

Une enquête menée par *Le Monde* auprès des différentes parties montre une réalité nuancée (*Le Monde* du 29 décembre 2000). En juillet 2001, Robert Malley, conseiller du président Clinton, qui participait aux pourparlers, a démonté quelques " mythes " à propos de Camp David (lire page 8). M. Barak a fait à Camp David des propositions qu'aucun premier ministre israélien avant lui n'avait faites et a brisé des tabous. Les Palestiniens ont fait des concessions mais les propositions qui leur ont été faites par Israël étaient en deçà de leurs aspirations.

En décembre, lors de négociations qui ont eu lieu à Taba, en Egypte, les deux parties ont pu réduire le fossé qui les séparait. Ces négociations ont été interrompues en janvier 2001, à la demande de la partie israélienne en raison de l'imminence d'élections législatives anticipées. Entre-temps, la visite d'Ariel Sharon, alors chef de l'opposition de droite, sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem le 28 septembre 2000 avait encore accentué la colère palestinienne - qui prit la forme de l'Intifada Al-Aqsa. »

Et pour aggraver le tout, *Le Monde* publie à nouveau, le point de vue de Robert Maley " Camp David-2000 : le débat sur un sommet raté ", paru dans *Le Monde* du 17 juillet 2001.

De tout cela, il ressort sans la moindre ambiguïté que Jean-Marie Colombani, en clone d'Alexandre Adler, écrit

n'importe quoi quand dans son mémorable éditorial du 6 avril il affirme avec hauteur :

« (...) Gardons-nous d'oublier que Sharon est, et reste, le choix d'Arafat. Yasser Arafat en effet, en septembre 2000, a choisi de refuser la paix qui lui était proposée par la gauche israélienne et garantie par le président Clinton ; il a alors refusé de s'engager sur une voie qui dessinait deux Etats, deux et non une confédération ou tout autre forme susceptible d'absorber Israël. »

Le dossier du *Monde*, en dépit de ses pudeurs, constitue une agression intolérable contre Jean-Marie Colombani, adepte de la complexité ... quand elle n'est pas trop complexe pour lui [Première publication : 20 avril 2002.]

[1] Ces articles sont repris sans modification et la date de leur première publication indiquée à la fin de chacun d'eux.

[2] Première publication : 6 avril 2002 - nouveau titre.